

Questions orales

[Traduction]

L'AGRICULTURE

M. Vic Althouse (Mackenzie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Les Canadiens des Prairies voient notre gouvernement participer aux pourparlers du GATT sur les subventions agricoles en tenant pour acquis que les programmes de développement régional, comme le tarif du nid-de-Corbeau, ne correspondent pas à la définition de subvention. Cette garantie figure toujours dans le corps principal de la proposition du GATT, mais je note qu'une annexe a été ajoutée à la proposition Dunkel, l'annexe 7-E, et qu'elle pourrait faire en sorte que le tarif soit touché par un engagement visant à réduire les subventions.

Qu'est-ce que le gouvernement du Canada a fait, s'il a fait quelque chose, pour faire retirer cette phrase de l'annexe et conserver notre tarif du nid-de-Corbeau en tant que programme de développement régional exempté?

L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture): Je suis très content de voir que le député est maintenant au courant de ce que contient le rapport Dunkel. Certains de ses collègues de Saskatchewan n'ont pas fait l'effort de le lire.

Lorsque nous avons discuté de développement régional, le Canada a proposé que cette question soit exclue des pourparlers du GATT. Nous avons poursuivi cette discussion depuis la parution du rapport Dunkel. Je pense que le député comprendra que, lorsqu'un texte comporte une définition des subventions à l'exportation, les Canadiens, et particulièrement les agriculteurs de l'Ouest que cela touche, doivent être mis au courant.

M. Vic Althouse (Mackenzie): Oui, je suis également de cet avis. Comme les autres textes que la Saskatchewan a reçus j'imagine, le mien ne comportait pas d'annexe. Nous l'avons maintenant.

Certains groupes de l'Ouest, proches du parti au pouvoir, préconisent l'émission d'obligations ou d'annuités pour remplacer la subvention dans le cadre de la politique du tarif du nid-de-Corbeau. Au taux de 8 p. 100, cela représenterait à l'heure actuelle plus de neuf milliards de dollars. Est-ce que le ministre pourrait nous dire si c'est bien là l'intention du gouvernement et où celui-ci puisera les fonds nécessaires?

M. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture): Comme le député le sait, lorsque les ministres de l'Agriculture se

sont réunis à Kananaskis en juillet dernier, il a été décidé de tenir une série d'entretiens sur les transports au niveau de la Commission canadienne du blé et dans tout le Canada pour déterminer la façon dont l'argent des contribuables canadiens, soit quelque 720 millions de dollars, était utilisé dans l'agriculture. Vaut-il mieux continuer à l'utiliser comme on le fait actuellement, c'est-à-dire en le versant aux chemins de fer ou y a-t-il d'autres options que les producteurs devraient étudier?

Un député fait signe que non, et je comprends pourquoi. Je sais qu'il y a d'autres aspects que les gens n'abordent pas, comme la mise en commun, les tarifs pour plusieurs wagons de marchandises, et tout ce qui peut améliorer notre système de manutention dans l'Ouest. Ces entretiens se déroulent en ce moment.

Étant donné que le député pose une question se rapportant à quelque chose qui peut ne pas se réaliser, à quelque chose que le gouvernement ou les producteurs ne retiendront peut-être pas, j'estime qu'il n'y a pas lieu d'y répondre.

* * *

**L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS
DOUANIERS ET LE COMMERCE**

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Les producteurs laitiers et les aviculteurs risquent de perdre leurs entreprises, leurs maisons, leurs gagne-pain, si le gouvernement ne se bat pas pour que l'article XI soit maintenu aux négociations du GATT qui se déroulent ce mois-ci.

Je voudrais demander au premier ministre s'il est prêt à rencontrer les représentants du Japon et des cinq autres pays qui appuient la position du Canada sur le maintien de l'article XI et son renforcement afin d'émettre une déclaration commune pressant les négociateurs du GATT de maintenir l'article XI, voire de le renforcer, dans le nouvel accord du GATT.

Le premier ministre est-il prêt à rencontrer ces gens-là et à rédiger pareille déclaration?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, j'ai déjà rencontré Jacques Delors, le président de la CEE. J'ai eu de longs entretiens avec les présidents Mitterrand et Bush. Avant Noël, j'en ai eu aussi avec Ruud Lubbers, le premier ministre des Pays-Bas, qui est également président de la Commission européenne. Au cours de ces longs entretiens, nous avons souligné l'importance de l'article XI pour les producteurs